

LE KROLL

LES EXPERTS D'AMSTERDAM SONT FORMELS



Budget : l'Euro

- La Commission a rendu son avis : le budget belge dévie dangereusement.
- Notre pays pourrait être mis sous surveillance.
- Réponse d'ici deux mois.

À la fin de la législature Di Rupo, la Belgique était sortie d'une procédure de déficit excessif - qui la soumettait à un contrôle plus strict de la Commission européenne. Pourrait-elle y rentrer à nouveau sous la législature suédoise ?

Ce mercredi, la Commission rendait son avis sur les projets de budget que lui ont remis les Etats membres à la mi-octobre. Comme prévu (nos éditions du week-end passé), la Belgique a été épinglée - avec sept autres pays, dont l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Finlande. Car l'année courante va se clôturer sur un sérieux dérapage par rapport à la trajectoire budgétaire imposée par les règles européennes.

Le gouvernement fédéral l'avait admis - et assumé - au terme des travaux budgétaires d'automne. Il estimait surtout

avoir trouvé la parade, en promettant de corriger le dérapage en 2017 - de doubler l'effort l'an prochain.

Mais cela ne suffira pas à nous éviter de passer sous les fourches caudines de la Commission, qui va devoir se poser la question suivante : faut-il entamer une (nouvelle) procédure de déficit excessif à l'encontre de la Belgique ?

Les règles budgétaires - et, en particulier, les fameux critères de Maastricht - le lui imposent. Le déficit public ne peut pas dépasser 3 % du PIB. Selon les dernières prévisions du gouvernement et de la Commission, la Belgique devrait respecter cette condition. De justesse. Le déficit budgétaire (toutes entités confondues), qui représentait 2,5 % du PIB l'an passé, va en effet se heurter à la limite des 3 %, sans la dépasser.

Le poids de la dette publique, de son côté, ne doit pas dépasser 60 % du PIB - ou, dans le cas contraire, se réduire à un rythme satisfaisant. Or, la dette publique est en hausse : de 105,8 % du PIB, elle devrait atteindre 107 % cette année (et 107,1 % en 2017, avant d'entamer une timide décrue). Nous ne respectons donc pas la consigne.

En soi, ce n'est pas un casus belli... si, dans le même temps, le

pays concerné réduit son déficit budgétaire structurel (hors mesures non récurrentes et impact de la conjoncture) au rythme prescrit par les règles européennes : soit une amélioration de 0,6 % du PIB par an (au minimum).

Des « circonstances atténuantes » ?

Et c'est là que le bât blesse. Le déficit structurel ne devrait baisser que de 0,1 % du PIB cette année (si la Commission accepte d'exclure les dépenses exceptionnelles liées à la lutte contre le terrorisme et à la crise migratoire).

Mais la Belgique s'est engagée à réaliser un effort de 1,1 % l'an

L'ACTEUR



THOMAS PESQUET S'ENVOLE VERS L'ISS

Ce jeudi soir, le Français sera le dixième Français (et le 550^e humain) à partir dans l'espace. Un astronaute nouvelle génération préparé pour une série de missions différentes, jusque sur Mars.

Des étoiles plein les yeux, Thomas Pesquet s'apprête à quitter la Terre. Ce jeudi à 21 h 20, heure belge, le Français de 38 ans s'envolera à bord d'un Soyouz depuis le cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, pour rejoindre la Station spatiale internationale (ISS). Il sera le 550^e humain à partir dans l'espace, et le dixième Français. A ses côtés, deux vétérans forment l'équipe de l'Expédition 50-51 : le Russe Oleg Novitski (45 ans, dont ce sera le deuxième vol) et l'Américaine Peggy Whitson (56 ans, troisième vol).

Bel homme au regard azur et à la chevelure châtain, sportif accompli - judo, plongée, parachutisme, alpinisme -, excellent communicateur, Thomas Pesquet a surtout une tête bien pleine. Outre le français, l'anglais, l'espagnol et l'allemand, il a appris le russe, indispensable pour le vol en Soyouz. Depuis l'abandon de la navette en 2011, Soyouz est l'unique moyen pour envoyer des humains dans l'orbite basse terrestre. Si le vol est automatique, les astronautes doivent en maîtriser toutes les phases en manuel. Pour cela, il faut être capable de comprendre chaque détail des manuels de pilotage composés de plusieurs centaines de pages écrites en cyrillique et de savoir discuter freinage et propulsion par radio avec Roscosmos (l'agence spatiale russe). Si le pilotage du Soyouz sera mené par Novitski, Pesquet le secondera. Voler, c'est un peu l'histoire de sa vie. Alors qu'il travaille comme ingénieur spécialisé dans l'aéronautique et l'espace au CNES (agence spatiale française), il obtient sa licence de pilote de ligne en 2006. Quelque 2.500 heures de vol plus tard, il devient instructeur sur Airbus A320. Pendant que son CV s'allonge à une vitesse fulgurante, l'Agence spatiale européenne (ESA) lance, en 2008, une procédure de recrutement d'astronautes, la troisième depuis 1975. Les critères sont variés (qualification et parcours académique exemplaire ; dossier médical, psychologique et d'intelligence émotionnelle sans fausse note) mais tous se cristallisent sur l'excellence.

On est en 2009, parmi les 8.413 postulants, une femme et cinq hommes d'exception décrochent finalement leur promesse de ticket pour l'espace. Pesquet est le dernier à y faire le grand saut. Depuis son intégration dans le club très restreint des spatonautes européens (quatorze au total), et plus encore depuis qu'il a été sélectionné, il y a deux ans et demi, pour rejoindre la Station spatiale internationale (ISS), sa préparation est une aventure quotidienne, à la fois physique, psychologique et scientifique. Entre le centre d'entraînement de la Cité des étoiles à Moscou, le centre des astronautes européens à Cologne et celui des Américains au Texas, elle est retracée par le réalisateur Alain Tixier dans le documentaire *Profession astronaute*, que l'on peut visionner jusque dimanche sur arte.tv.

Pesquet a passé des heures sous l'eau dans la piscine de la Nasa pour simuler des « sorties extra-véhiculaires » et apprendre à manier des outils en apesanteur. Avec son équipe, il a réussi la mission de survie dans la forêt sibérienne par -30°C (au cas où la capsule Soyouz n'atterrirait pas au lieu prévu). Sans oublier l'« ESA Caves », une intense épreuve psychologique d'une semaine passée sous terre pour simuler les efforts physiques, l'enfermement, la privation de lumière naturelle et de sons, et développer un esprit d'équipe. Si ce voyage spatial est le premier pour Pesquet, il y a fort à parier que ce ne sera pas le dernier. Il fait partie de cette nouvelle génération d'astronautes recrutés par l'ESA en prévision de missions planétaires sur la Lune, sur un astéroïde, voire sur Mars.

LAETITIA THEUNIS

analyse La suédoise s'accroche à l'équilibre en 2018

La trajectoire budgétaire belge 2016-2017 inquiète déjà l'Europe. Mais 2018 risque de battre les records. Selon les derniers chiffres de la Commission (*Le Soir* de samedi), la Belgique devra réaliser un nouveau train d'économies de 9,8 milliards (!) pour parvenir à l'équilibre budgétaire en 2018. Le gouvernement Michel pourrait postposer d'au moins un an ce retour à l'équilibre, sans violer les règles européennes. Mais la suédoise n'en démord pas : elle a promis un budget à l'équilibre en 2018, elle s'y tiendra.

Sauf que la majorité des experts n'y croient pas ; qu'un tel effort pourrait nuire à la croissance ; et que la suédoise n'a jusqu'ici pas démontré qu'elle était capable de suivre la trajectoire qu'elle s'imposait. « La stratégie du gouvernement est difficile à comprendre : chaque fois qu'il parle de l'objectif de retour à l'équilibre, il fait la publicité d'un résultat qu'il sait qu'on n'atteindra pas », résume l'économiste Etienne de Callatay.

Question : pourquoi la suédoise refuse-t-elle d'assumer un report du retour à l'équilibre ? Cinq hypothèses circulent, pas forcément antinomiques.

1 Parce qu'ils l'avaient promis. « Le retour à l'équilibre était l'une des promesses électorales de différents partis, dont la N-VA, analyse Dave Sinardet, politologue à la VUB. La N-VA a beaucoup critiqué le gouvernement Di Rupo, à l'époque, pour son manque de rigueur budgétaire. Ce retour à l'équilibre était donc vu comme un symbole de bonne gestion. Difficile de faire marche arrière. » La N-VA (comme le VLD) aurait donc peur de renier sa parole. Sauf que, vu le gouffre promis en 2018, il faudra bien la renier un jour ou l'autre. Et ne serait-il pas plus simple d'assumer un report aujourd'hui, plutôt que de se retrouver face au fait accompli, en 2018 (année du scrutin communal) ?

« La N-VA commence à changer de discours. Elle insiste aujourd'hui sur le fait qu'elle a réduit la fiscalité, comme elle l'avait promis. Et pour justifier le déficit, elle charge le CD&V, l'accusant d'avoir fait blocage sur la réduction des dépenses publiques », commente Ivan Van de Cloot, économiste chez Itinera.

2 Parce qu'il faut se positionner. Il y a trois partis flamands au sein du gouvernement, qui cherchent tous en permanence à se distinguer. « Il y a une rude concurrence entre partis flamands. Si la N-VA ouvre légèrement la porte d'un report du retour à l'équilibre, le VLD va s'empresser de la refermer, pour toucher les électeurs qui réclament des finances publiques plus saines. Dès lors, personne ne veut être le premier à accepter ce report », poursuit Dave Sinardet.

3 Parce que les Allemands le font. Nos voisins allemands sont souvent cités comme des gestionnaires modèles, car ils dégagent un excédent budgétaire. Un vieux rêve dont la Belgique essaye de se rapprocher. Mais l'argument est boiteux, selon Etienne de Callatay. « L'obsolescence de l'équilibre, calquée sur la mentalité germanique, est tout à fait sottise. Afficher un excédent ne veut pas dire que la gestion est bonne. Tout comme afficher un déficit ne sous-entend pas que la gestion est mauvaise. Il y a de bons déficits et de mauvais surplus. » L'économiste en remet une couche. « Inutile de jouer les Allemands de service. Puis ce n'est pas porteur politiquement. Les gens ne votent pas pour de l'équilibre budgétaire. Ils préfèrent être myopes et se précipiter de l'équilibre plus tard. Voyez l'élection de Donald Trump. »

4 Parce que ça encourage à économiser. En maintenant systématiquement un trou dans le budget, cela permet de justi-

fier des coupes dans les dépenses publiques. Ou plutôt de réduire la croissance de l'enveloppe des dépenses de l'État. La théorie est vicieuse, mais certains membres de l'opposition affirment que telle est la logique de la suédoise.

Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL, n'est pas d'accord. Il voit plutôt la contrainte de retour à l'équilibre comme un stimulant. « Imposer un retour à l'équilibre, c'est imposer une certaine discipline aux gouvernements pour limiter l'endettement. C'est protéger par la même occasion les générations futures. Car pour que l'on puisse investir, ce qu'on ne fait plus depuis 40 ans, il faut revenir à l'équilibre. »

5 Parce que l'Europe va changer. Dernière hypothèse : le gouvernement Michel attend que les règles européennes changent, ce qui lui permettrait d'extraire certaines dépenses du périmètre de son déficit. Plusieurs voix se sont élevées pour que l'Europe soit par exemple moins sévère vis-à-vis des investissements. Mais de là à espérer que tout puisse changer d'ici 2018... ■

XAVIER COUNASSE

GROUP
ROSSEL
SA ROSSEL ET C^e
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Président
et éditeur responsable
Patrick Hurbain
Administration générale
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.55.55

© journal est protégé par le droit
d'auteur, tous droits réservés.
© Rosssel & C^e S.A. - Le Soir,
Bruxelles, 2016.
Si vous souhaitez copier
un article, une photo,
une infographie, etc.,
en de nombreux exemplaires,
les utiliser commercialement,
les scanner, les stocker et/ou
les diffuser électroniquement,
veuillez contacter Copiepress
au 02-555.97.80 ou via
info@copiepress.be.
Plus d'infos : <http://www.copiepress.be>.

ROSSEL | Keep in touch
ADVERTISING
PUBLICITÉ
Rosssel Advertising
Annonces téléphonées
Tél. : 02-225.55.00
Fax : 02-225.59.06
annonces.tel@lesoir.be
Annonces
Tél. : 02-225.55.55
Fax : 02-225.59.08
ou 02-225.59.00
Publicité nationale
Tél. : 02-542.10.10
Fax : 02-542.10.11

Prix de vente à l'étranger
France 2,30 €
Luxembourg 1,60 € (en semaine)
2,60 € (le week-end)

Prix de l'abonnement Premium
(papier + PDF + accès au Soir+)
29,50 €/mois soit 1,18 €/jour

LE SOIR
Directeur général
et directeur de la rédaction
Jean-Pierre Miranda
Rédacteur en chef
Christophe Berti
Rédacteurs en chef adjoints
Philippe Laloux
Véronique Lamquin
François Mathieu
Rédaction centrale
Tél. : 02-225.54.32
Fax : 02-225.59.14
ou 02-225.59.10
Courrier des lecteurs
Fax : 02-225.59.14
ou 02-225.59.10
forum@lesoir.be
lesoir.be (internet)
<http://www.lesoir.be>
Tél. : 02-225.54.32
internet@lesoir.be

ROSSEL
SOLUTIONS
Pour toute question,
nous avons une solution
Service clientèle
Du lundi au vendredi de 8 h à 18 h.
et le samedi de 8 h à 12 h.
Tél. : 078-05.05.10
Fax : 02-225.59.01
e-mail : abonnements@lesoir.be
Site : www.clubdusoir.be

Membre de
LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

EL PAÍS — LE SOIR — LE FIGARO
LA REPUBBLICA — TAGES-ANZEIGER
TRIBUNE DE GENEVE — DIE WELT